

La conférence donnée par Hubert Colin de Verdière, Ambassadeur de France, a été l'occasion de poser les bases claires d'une réflexion ambitieuse autour de la question méditerranéenne.

Hubert Colin de Verdière a commencé par rappeler combien nous étions méditerranéens. La méditerranée est historiquement un bassin riche en échanges, riche en rencontres et riche en événements. L'idée de l'Union Pour la Méditerranée (UPM) comporte nécessairement un peu de nostalgie, c'est l'envie de (re)trouver une méditerranée apaisée. Un espoir politique immense naît de ce projet, avec un défi : comment faire en sorte que ce lieu chargé d'histoire, que ce lieu, soit le lieu et l'objet d'un espoir de paix immense. Hubert Colin de Verdière a travaillé 13 ans avec le Maghreb et a montré combien notre avenir se joue ici, dans cette relation, de confiance, apaisée et durable, que nous saurons construire avec nos voisins méditerranéens. Histoire commune, mémoire commune, rameaux communs, c'est à partir de toutes ces choses qui nous réunissent que nous devons construire ensemble. Nous devons avoir une réflexion géopolitique sur l'avenir du bassin. L'aire méditerranéenne a toujours été influencée, par l'Europe continentale au nord, par l'Afrique au sud, mais à trop peu été l'acteur conscient de son propre développement. L'histoire méditerranéenne est donc faite de croisements successifs, et ne s'est pas construite par elle et pour elle. La question est de savoir si l'on peut dépasser cette histoire croisée pour construire un projet commun et porteur d'espoir.

Hubert Colin de Verdière a rappelé les principaux éléments historiques incontournables pour appréhender au mieux le présent et l'avenir de cette zone. Le projet est séduisant, mais se heurte trop souvent aux mémoires blessées. Sans refaire 5000 ans d'histoire méditerranéenne, quelques rappels récents qui ont aujourd'hui encore une influence sur la réalité de l'aire méditerranéenne. Dès la fin de la seconde guerre mondiale, il se produit un événement majeur qui aujourd'hui encore cristallise beaucoup de rancœurs et d'antagonismes. C'est la création de l'Etat d'Israël. Elle entraîne un conflit terrible qui dure encore aujourd'hui, et un drame humain continu depuis 60 ans. La guerre froide a aussi énormément pesé sur le présent méditerranéen. La constitution du bloc socialiste en Afrique du Nord en est le meilleur exemple. La méditerranée a donc été impliquée dans une logique de guerre et d'affrontement des blocs au même titre que l'Europe. L'ensemble de ces données pèsent encore aujourd'hui.

Par ailleurs, la Guerre Froide a contribué au développement de l'UE. Les pays de la rive nord de la méditerranée ont été aspirés vers le Nord, puis intégrés à un espace européen continental par l'absorption des pays d'Europe centrale et de l'Est. En 1997 le choix de la coopération entre l'OTAN et la Russie est fait. On aurait pu s'attendre à ce que l'Union Européenne relâche son attention des pays d'Europe de l'Est. Il n'en a rien été et l'Europe est restée plus tournée vers le nord que vers la méditerranée. Le Processus de Barcelone a pourtant été lancé en 1995 (en même temps que les bases d'un nouvel élargissement à l'Est) signifiant quant même l'importance de l'enjeu méditerranéen. Le processus de Barcelone est lancé dans

une période difficile avec la crise des Balkans, alors que l'UE s'engage dans ce qui est une affaire européenne et méditerranéenne.

Mais aujourd'hui la coopération méditerranéenne ne cesse d'être entamée par le conflit en Palestine. Cela pèse sur la mise en œuvre du processus de Barcelone. De plus, la phase d'achèvement de la décolonisation a fait affronter des enjeux extrêmement difficiles aux Etats nouvellement indépendants du Sud, il ne faut pas l'oublier. Pour toutes ces raisons les pays du sud méditerranéen ne se sont pas intégrés à un ensemble plus vaste ou ont échoués à le faire. L'Union du Maghreb Arabe (UMA) en est l'exemple le plus parlant.

Aujourd'hui les données économiques et sociales éclairent l'écart entre le Nord et le Sud. L'objectif du processus de Barcelone était notamment de rapprocher les niveaux de développement. Il y a d'ailleurs eu une accélération des taux de croissance du sud depuis 1995 mais l'écart continue de se creuser. Le rapport entre rive sud et nord est aujourd'hui de 1 à 6. Par comparaison l'écart est passé de 1/6 à 1/3 entre les Etats-Unis et le Mexique. La méditerranée doit donc être, si ce n'est davantage, au moins l'objet d'une meilleure attention de la part des pays du nord de la méditerranée. Pour exemple de l'influence qu'ils pourraient et devraient avoir sur le développement de leurs voisins, « l'arc Latin » (Italie-France-Espagne-Portugal) représente 60 à 70% des échanges des pays du Maghreb. Plus directement dans 20 ans c'est un marché de 300 millions de personnes qui nous fera face. A nous de comprendre la proximité qui nous lie au Maghreb, mais aussi et surtout, combien cette proximité n'est pas acquise. Gardons également à l'esprit que leurs difficultés nous exposent énormément et particulièrement et que nous n'avons aucun intérêt à avoir des voisins du Sud, faibles.

Le projet d'UPM a cependant créé des dissensions, au nord comme au Sud. S'il faut continuer à mobiliser les esprits sur les objectifs de Barcelone il est nécessaire d'en revoir la méthode. Les institutions de l'Union Européenne sont en effet trop souvent directives avec le sud. Les remarques sont donc entendues mais rarement suivies car elles ne sont jamais le fruit d'une véritable concertation. Nous avons par exemple mis le doigt sur les problèmes de gouvernance, mais sans jamais proposer de solution efficace et précise. Si l'U.E. peut entrainer dans son sillage les pays d'Afrique méditerranéenne cela doit se faire avec eux. C'est-à-dire qu'ils doivent fixer leurs propres objectifs mais nécessairement les respecter. Un autre problème du processus de Barcelone est l'unanimité (les décisions ne peuvent être adoptées qu'à l'unanimité des états). Nous devons pouvoir aller au-delà. L'unanimité n'est pas efficace pour des problèmes concrets et précis. Il faut donc miser sur l'exemplarité à travers le respect des objectifs.

Par ailleurs on ne peut pas tout faire reposer sur l'Etat. L'exemple Libyen, et le système bancaire inefficace qui tue dans l'œuf bon nombre de projets dans ce pays en est le meilleur exemple. Les entrepreneurs seront au centre de la croissance du sud ou elle ne sera pas. Cela est d'autant plus nécessaire que les finances de l'U.E.

ne sont pas extensibles, surtout depuis la crise. Les fonds destinés à la méditerranée seront donc forcément d'une manière ou d'une autre limités. Il faudra néanmoins les trouver. Il faut donc réfléchir avec le Sud sur les solutions, en l'associant, sans être directif sur les années à venir. L'UPM a un démarrage difficile, car au Nord des tiraillements existent, et au Sud également. Il faut faire en sorte de mieux expliquer les objectifs pour mettre en œuvre les plans. L'UPM est une union de projet, à la recherche de bons projets à financer. En ce sens, les actions autonomes peuvent mettre au pied du mur les Etats aujourd'hui réticents ou trop lents. Ces actions autonomes doivent agir comme des lobbies, au sens d'accélérateur de la prise de décision. Les projets d'éducation professionnelle en Afrique du nord, et plus généralement tous les projets de formations avec des partenariats universitaires, en sont de bons exemples. L'UPM est structurellement à la recherche de bons projets. Il faut maintenant agir conjoncturellement, à savoir lui présenter des projets viables à financer. Bientôt les coopérations seront nécessairement plus nombreuses. Les futures liaisons énergétiques visant à relier l'Afrique du Nord aux pays latins sont d'ailleurs déjà en train d'être mises en œuvre. Il faut maintenant que les Etats apportent leur soutien à ces projets, autrement dit leur blanc-seing et leur financement.

La question de l'eau ne pourra par exemple pas être évitée. Aujourd'hui 108 millions de personnes en Méditerranée n'ont pas assez d'eau. Si l'on ne fait rien nous serons 250 millions en 2025. La problématique touristique est toute aussi préoccupante. Aujourd'hui ce sont 210 millions de personnes qui sont impliquées dans les flux touristiques de la région, et probablement 400 millions de personnes en 2025. Mal géré cela peut-être terriblement destructeur. Il faut donc engager une réflexion collective de grande ampleur sur ces questions. L'agriculture pose également problème. La question d'une politique agricole méditerranéenne est très difficilement conciliable avec la PAC. Comment concilier notre agriculture avec celles des pays méditerranéens ? Autant de questions auxquelles il est impératif de répondre.

La possibilité de mettre en place un faisceau de partenariats existe. Il faut maintenant s'en donner les moyens. Mais n'oublions pas que rien ne peut se faire sans les actions de terrain. C'est à eux de porter la création de projet. Il doit y avoir débat pour cristalliser les choix du Sud. Mais cela ne se fera que si les pays du Sud sentent qu'ils ont notre confiance. De même nous ne nous mobiliserons que si le Sud fait le choix du long terme. Un constat donc : nous n'avons pas assez imposé le sujet de la méditerranée. Aujourd'hui les discussions autour de la Turquie et de l'Ukraine occupent les débats. Il faut parler du projet méditerranéen, et pour cela en parler d'abord aux citoyens. Lors des élections européennes, il faut répéter qu'il s'agit de tirer les objectifs de l'Union vers la méditerranée. Mais il ne s'agit pas de faire peur, et il ne s'agit pas de mettre cet objectif en balance avec d'autres projets de l'Union Européenne, y compris la nécessité de soutenir plus durablement qu'on ne le pensait les pays de l'Est.

Les pays du Sud constituent une formidable opportunité mais comportent aussi de gros risques. La situation en Algérie dans les années 90 doit nous faire méditer. Il faut bâtir des projets à condition que ceux-ci soient nécessaires et durables. Par ailleurs il ne faut pas négliger de faire appel à d'autres niveaux de décisions que l'Etat, comme les collectivités locales, les entreprises, les ONG, les universités... Le multilatéralisme, le bilatéralisme et les actions de terrain se complètent. Les réticences de l'Allemagne ? Elles sont dues, à des craintes en tant que contributeur très important de l'Union Européenne de financer des projets pour lesquels elle n'aurait rien décidé. La pédagogie est donc nécessaire vis-à-vis de nos partenaires européens et il ne faut pas cesser de porter le message de la coopération avec le Sud qui doit s'effectuer sur une base gagnant-gagnant.

Enfin il ne faudrait pas oublier que les pays du sud de la méditerranée sont de plus en plus influencés par l'Asie. Notre position vis-à-vis du Maghreb par exemple, n'est pas une rente de situation, nous sommes clairement mis en concurrence en Afrique du Nord. Il faut donc cesser notamment de vouloir imposer les pratiques européennes. Les pays Nord-africains ont leurs spécificités. Mais les états du Sud doivent comprendre qu'ils doivent aussi faire des efforts. La gouvernance des Etats du Sud est ce qu'elle est, elle évolue, nous devons les accompagner sans contraindre. Voici les bases sur lesquelles nous pourrions construire une coopération solide, durable, et profitable.